

Municipales 2026

Sondage exclusif : les Français ont soif de transition écologique et sociale

Communiqué de presse - À 8 semaines des élections municipales, les électeurs et électrices font entendre un message clair : **les candidats doivent poursuivre la transition écologique au plus près des Français, dans leurs communes.**

La campagne pour les élections municipales s'accélère en ce début d'année, avec une absence des débats : la transition écologique. Pourtant, le sondage inédit réalisé par l'Ifop pour le Réseau Action Climat et le Secours Catholique - Caritas France est sans équivoque : les électeurs attendent de leurs candidats qu'ils portent des mesures environnementales ambitieuses. Ce sondage confirme l'envie des Français pour la transition écologique, contrairement à l'idée colportée d'un large rejet généralisé des actions en faveur de l'environnement.

[Document d'analyse de l'IFOP](#)

Les Français constatent massivement les effets du changement climatique, et leur exposition aux pollutions. Cela alimente fortement l'attente de réponses concrètes à l'échelle municipale

78 % des personnes sondées constatent leur exposition à la pollution de l'alimentation, 78% à la pollution de l'air, et d'autant plus dans les quartiers populaires particulièrement exposés.

Une majorité de Français estime que leur commune est mal préparée aux impacts du changement climatique, avec un écart significatif dans les quartiers populaires (57 % contre 52 % en moyenne).

Revenir sur les politiques de transition écologique déjà engagées expose à un risque de sanction électorale

63 % des Français se disent gênés de voter pour un candidat remettant en cause les mesures de transition écologique déjà engagées dans leur commune. L'idée d'une transition "de privilégiés" est démentie puisque la proportion est équivalente dans les quartiers populaires avec 64% des habitants. Cette proportion monte à 72 % chez les habitants des villes de 100 000 habitants et plus, où les politiques de transition menées ces dernières années ont été plus visibles et plus structurantes.

Clara Sannicolo, Responsable Climat et Territoires du Réseau Action Climat : « *Ce sondage doit agir comme un signal d'alarme à deux mois des élections municipales. Une majorité de Françaises et de Français, de tous bords politiques, se dit prête à sanctionner des candidats qui proposeraient des reculs sur la transition écologique et juste dans leur commune, y compris dans les quartiers populaires. Ceux-ci auraient donc tout intérêt à s'engager pour des politiques environnementales ambitieuses et intégrant des enjeux sociaux face à la réalité du changement climatique qui est vécue au quotidien. Les politiques de transition écologique sont perçues par les Français comme le gage d'une meilleure qualité de vie dans la commune, d'un pouvoir d'achat renforcé, d'une santé préservée ou encore de création d'emplois locaux. Le retour en arrière sur les politiques de transition déjà engagées devient donc une ligne rouge.* »

Les Français ont bien compris que les politiques de transition étaient bénéfiques pour leur portefeuille, leur qualité de vie et leur santé.

Les personnes sondées souhaitent majoritairement que les futures équipes municipales continuent à investir dans la transition écologique. Cette demande est encore plus présente dans les quartiers populaires. Par ailleurs, plusieurs mesures sont perçues comme bénéfiques pour les finances personnelles : 58 % pour des repas plus sains et locaux dans les cantines scolaires, 55 % au développement des transports en commun, du covoiturage et de l'autopartage.

Les Français ont été interrogés par l'Ifop sur ce que la transition écologique et sociale représente pour eux. Si le développement des énergies renouvelables est surtout associé à la transition écologique, la rénovation des logements, l'accès aux services et commerces à vélo ou la végétalisation des espaces publics sont d'abord associés à la qualité de vie, et les repas plus sains et plus locaux dans les cantines, ainsi que la lutte contre la pollution de l'air sont associés à la santé, bien avant la transition écologique et sociale. C'est donc bien pour l'ensemble de ces motivations que les Français soutiennent des mesures de transition écologique et juste.

Les Français demandent des mesures sociales et des mesures écologiques en faveur du social

68 % des Français soutiennent la priorité donnée aux plus démunis dans les politiques locales de lutte contre les pollutions et le changement climatique. Ce soutien transcende les clivages politiques.

On constate ainsi l'attente de tarifs sociaux des repas plus sains et locaux dans les cantines scolaires, avec 87 % des personnes favorables.

Daphné Chamard-Teirlinck, Responsable Transition Ecologique Juste du Secours catholique – Caritas France : *Les résultats de ce sondage sont sans ambiguïté : les Français, et plus encore les habitants des quartiers populaires, attendent des candidats aux municipales qu'ils s'engagent clairement en faveur de la transition écologique et sociale. Ils savent que ces politiques répondent à des besoins très concrets — se loger, se déplacer, se nourrir, protéger sa santé — et qu'elles peuvent améliorer leur quotidien si elles sont justes et accessibles. L'attachement à la solidarité perdure, en plébiscitant largement la priorité à donner aux plus fragiles.*

Les chiffres clés de ce sondage exclusif confirment l'attente des Français d'avoir des mesures concrètes et proches du quotidien en matière de transition écologique — y compris dans les quartiers populaires avec un fort soutien aux leviers d'action municipaux pour la transition écologique :

- 89 % approuvent la création d'espaces verts et la protection des zones naturelles et agricoles,
- 86 % souhaitent la rénovation des bâtiments communaux face aux effets du changement climatique,
- 93 % sont pour garantir une eau potable, sûre et accessible,
- 85 % sont pour développer l'offre de transports en commun accessibles à tous, le covoiturage et l'autopartage

Contacts presse :

Vincent BROSSEL – Réseau Action Climat – vincent.brossel@reseaucionclimat.org – 06 74 95 87 11

Djamila ARIBI – Secours catholique-Caritas France - djamila.aribi@secours-catholique.org - 01 45 49 75 24 - 06 85 32 23 39